

7 avril 2017 revue de presse	2
7 avril 2017 revue thématique DD	11

SAINT-JEAN

07 AVR. 2017

## Mobilisation en bleu pour la Journée mondiale de l'autisme

La ville de Saint-Jean s'est mobilisée lors de la Journée mondiale de l'autisme, samedi sur le marché de plein-vent. Malgré les giboulées, le pôle solidarité et petite enfance, les familles du lieu d'accueil enfants parents, les assistantes maternelles du Ram et la crèche multi-accueil La Pitchounelle ont animé un stand de sensibilisation et d'information avec l'association Autisme 31. De nombreux Saint-Jeannais et commerçants ambulants ont participé à cette noble cause et versé un don à l'association. Chacun est reparti avec un ruban bleu au slogan de l'année 2017 « Il est autiste... Et pourtant il est beau », ou avec une jolie rose bleue réalisée à la maison de l'enfance et de la famille. Les petits de la crèche La Pitchounelle ont confectionné une ribambelle de personnages bleus qui a décoré le stand. « Un grand merci aux enfants, parents et à tous ces professionnels de l'enfance très investis dans cette cause », ont



Du stand aux vêtements le bleu a dominé cette manifestation.

souligné les organisateurs. Un cocktail sans alcool et des verrines très colorées préparés par les assistantes maternelles ont clôturé cette manifestation, où la bonne humeur l'a emporté sur la pluie. Le maire Marie-Domi-

nique Vezian, le député Gérard Bapt et toute l'équipe municipale ont arboré la couleur bleue de l'autisme, félicité cette généreuse et enthousiaste initiative, et adressé un clin d'œil au petit Sacha.



**FRÉDÉRIC PONS**

**LE MARTYRE  
DES CHRÉTIENS  
D'ORIENT**

Portraits et témoignages



CALMANN  
LEVY

## *Avant-propos*

Syrie, mars 2011-mars 2017 : six ans de guerre.  
Irak, mars 2003-mars 2017 : quatorze ans de guerre.  
À l'heure où ce livre est mis sous presse, les violences continuent d'ensanglanter le Moyen-Orient, particulièrement ces deux pays. Si toutes les communautés sont frappées par le terrorisme et la barbarie, certaines, les plus minoritaires, sont directement visées. C'est notamment le cas des chrétiens, des yézidis, des kakaïs et de quelques autres groupes rescapés d'une histoire complexe, quatre fois millénaire, dans cette région du monde qui fut la matrice de tant de civilisations. Pour ces populations victimes de la violence islamiste, la menace est aujourd'hui existentielle.

Rencontrés à Damas et à Erbil, dans leurs villages martyrisés, dans les camps de réfugiés et sur les chemins de l'exil, les chrétiens de Syrie et d'Irak qui témoignent dans ce livre racontent les violences, l'exode, l'attente. Ils parlent de leurs souffrances, de leurs doutes, de leurs désillusions, de leurs espoirs. Ils évoquent aussi l'aveuglement ou la complaisance de ceux, en Occident, dont ils espéraient le soutien, une main secourable, un peu



plus de considération. Ils témoignent surtout de leur foi intacte, de leur détermination dans l'adversité.

Les faits rapportés ici sont véridiques, répétés, vérifiés. Ce document est le fruit de nombreux reportages et d'enquêtes de terrain en Orient et en Europe, comme auprès de ceux qui ont «choisi» l'exil. Il relate des dizaines de rencontres et d'entretiens à tous les niveaux de la société : avec des laïcs et des religieux, des riches et des pauvres, des prélats aux responsabilités les plus éminentes et d'humbles fidèles, ceux que l'on a chassés de chez eux, ceux qui ont tout perdu sauf la foi et l'espérance.

Ce livre noir de la persécution antichrétienne décrit une situation à laquelle la plupart des grands médias s'intéressent peu, sauf de façon épisodique. Ces portraits ont été rassemblés avec une ambition : conserver la trace de ces destins fracassés, donner la parole – peut-être une dernière fois – à ces nouveaux martyrs, aux sans-voix et aux sans-visage que ne voient pas les politiques, trop pressés, que ne retiennent plus les experts, trop pointus, que survolent les médias, saturés d'images et d'informations.

Ce calvaire des chrétiens de Syrie et d'Irak raconte le premier génocide du <sup>xxi</sup>e siècle. Génocide? Le mot est fort. C'est la réalité. Publié en juillet 2016, le dernier rapport d'Amnesty International sur la Syrie est sans équivoque. Ce document confirme tous les récits faits par les Syriens restés dans les zones contrôlées par la rébellion. Les faits rapportés recoupent exactement les enquêtes des Églises et les nombreux témoignages sur la barbarie islamiste. Amnesty International cite avec précision les enlèvements, les cas de tortures, les exécutions sommaires et les « crimes de guerre » imputables aux groupes armés

islamistes. Pour faire bonne mesure, l'ONG évoque aussi des « crimes de guerre » et des « crimes contre l'humanité commis à grande échelle par les forces gouvernementales syriennes ».

La nouveauté n'est pas dans cet acte d'accusation contre le régime syrien, maintes fois dressé depuis mars 2011, mais dans la mise en cause des groupes rebelles eux-mêmes. On les croyait « modérés ». On les découvre barbares. Malgré leurs violations constantes du droit international humanitaire et des lois de la guerre, certains continuent pourtant de bénéficier du soutien de gouvernements et d'associations islamistes, basés principalement au Qatar, en Arabie saoudite, en Turquie, avec la bienveillance des États-Unis.

Cinq groupes des régions d'Alep et d'Idlib (Syrie) sont nommément mis en cause. Les plus connus sont le Front al-Nosra et le mouvement islamique Ahrar al-Sham. Ils administrent les régions sous leur contrôle sur la base de la charia (la loi islamique), un ensemble de règles qui bafouent les libertés individuelles et les droits de l'homme. Découlant directement de la charia, les sanctions appliquées « équivalent à des actes de torture ou à des mauvais traitements », souligne Amnesty. Les victimes sont des enfants mineurs, des homosexuels, des soldats de l'armée nationale syrienne, mais aussi et surtout des membres des minorités religieuses. Les chrétiens, les yézidis, les Kurdes sont les premiers châtiés.

Ce constat de génocide est une évidence pour le député socialiste de Haute-Garonne **Gérard Bapt**, au terme de nombreux déplacements sur place. En février 2016, de retour de Syrie, ce médecin et parlementaire toulousain évoque sur le FigaroVox le précédent du génocide



arménien de 1915 : « En Syrie et en Irak, une entreprise monstrueuse d'effacement humain et culturel est en cours, non pas sur des critères raciaux mais sur des critères purement religieux. Les groupes sunnites radicaux s'inspirent de thèses islamistes, dominantes dans le golfe Arabique, en particulier en Arabie saoudite et au Qatar, pays peu reconnus en matière de démocratie et des droits de l'homme [...]. Il y va aussi de l'intérêt de l'Europe de maîtriser les migrations de populations chassées par la guerre ou la menace génocidaire. Sauver les chrétiens et les autres minorités religieuses au Machrek relève de l'obligation morale comme de la nécessité politique. »

Il aura fallu presque deux ans pour que la communauté internationale prenne conscience de la réalité de cette extermination des chrétiens d'Orient, pour qu'elle entende ce terme de « génocide ». La diffusion d'un rapport de trois cents pages intitulé « Génocide contre les chrétiens au Moyen-Orient », remis le 9 mars 2016 au secrétaire d'État américain John Kerry, a changé la donne. Rédigé par deux ONG américaines, Knights of Columbus (Les Chevaliers de Colomb) et In Defense of Christians (En Défense des chrétiens), ce document détaille la barbarie de l'État islamique. C'est la seule enquête aussi complète sur ce sujet. On ne pourra plus dire qu'on ne savait pas.

La lecture de ce catalogue des horreurs est pénible, mais utile. Les rapporteurs y recensent toutes les violences commises contre les chrétiens entre mars 2003 et juin 2014 : massacres de masse, assassinats ciblés, viols, réduction en esclavage, déplacements forcés, enlèvements, séparations brutales entre hommes et femmes, blessures, incendies, vols. « Daech a violé des centaines et probablement des milliers

de femmes chrétiennes, endommageant de manière permanente leurs organes reproducteurs ou les laissant enceintes des œuvres de leurs ravisseurs», soulignent les rapporteurs. Ils dressent aussi la liste des cent vingt-six églises attaquées, de Bagdad à Mossoul, et celle, nominative, des mille cent trente et un chrétiens assassinés.

Juliana Taimoorazy, chrétienne, présidente de Christian Relief Council, est citée : « J'assiste à l'élimination totale de mon pays, de la nation assyrienne qui a plus de sept mille ans d'existence, une des premières nations à s'être convertie au christianisme il y a plus de deux mille ans. Nous n'entendrons bientôt plus parler l'araméen, notre langue, celle de Jésus. » Les preuves qui s'accumulent permettront bientôt d'entériner la reconnaissance de ce premier génocide du <sup>e</sup> XXI<sup>e</sup> siècle et de porter ce dossier auprès de la Cour pénale internationale.

Chaque portrait, chaque témoignage qui suit a pour objectif de nourrir l'histoire de cette période sombre de la Chrétienté d'Orient, de rappeler l'ampleur des violences qu'elle a subies depuis des décennies, notamment pendant les terrifiantes années 2011-2016. Dans leur détresse, les chrétiens d'Orient attendaient un soutien de l'Occident. Ils n'ont bien souvent eu droit qu'à des discours. Les mots qu'ils emploient à ce propos claquent comme des gifles : aveuglement, complaisance, irresponsabilité, irénisme.

Ces reproches visent d'abord l'Amérique et l'Europe. Le projet de « grand Moyen-Orient démocratique » voulu par George Bush, entériné, peu ou prou, par son successeur Barack Obama avec des méthodes différentes, a



été une expérience catastrophique, menée sur le dos des peuples. Ce projet – « un complot », dit-on en Orient – a déclenché un maelström de violences dont les premières victimes sont les populations civiles, à commencer par les chrétiens. En Irak, en Syrie, en Libye et ailleurs, le messianisme démocratique américain et les bonnes intentions « droits-de-l'hommes » européennes ont ouvert plus d'une décennie de chaos. Et ce n'est pas fini.

Faire la guerre à Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi ou Bachar al-Assad partait d'un bon sentiment, à la seule aune des droits de l'homme. Cette stratégie interventionniste répondait à un plan global de démocratisation imaginé à Washington – approuvé à Londres, Paris et Bruxelles – afin de morceler le Moyen-Orient pour mieux le contrôler et, *in fine*, assurer, le leadership à long terme de la première puissance mondiale.

Ce projet global a échoué. En ignorant trop de facteurs géopolitiques, ethniques, religieux, sécuritaires, il portait en germe les cataclysmes actuels. L'échec américain et européen a démontré, une nouvelle fois, que les bons sentiments ne font pas une bonne politique. La morale ou l'émotion médiatique n'a rien à faire avec la géopolitique et la stratégie.

Pour avoir ignoré les facteurs immatériels et spirituels, si importants en Orient, pour avoir négligé la longue évolution historique de ces terres de vieilles civilisations, pour avoir méprisé les peuples, les décideurs occidentaux portent une immense part de responsabilité dans le malheur des pays arabo-musulmans, dans le calvaire des chrétiens d'Orient. « L'Irrealpolitik est bien pire que la Realpolitik », rappelait à juste titre Hubert Védrine, l'ancien ministre des Affaires étrangères de François

Mitterrand, le 9 mai 2016, avant l'Association de la presse diplomatique. «Ce n'est pas qu'une faute de Realpolitik, c'est une faute de l'intelligence et du cœur. Ou, si l'on préfère, du devoir et de l'honneur», renchérit Jean-François Colosimo, l'auteur du brillant *Les Hommes en trop, la malédiction des chrétiens d'Orient*, dans une interview au FigaroVox, le 21 janvier 2016.

La déferlante de l'islam radical depuis une vingtaine d'années et la tolérance dont il a bénéficié un peu partout n'ont cessé d'aggraver la situation des chrétiens d'Orient. Cela se vérifie en Irak et en Syrie notamment, mais la situation est presque la même partout, du Sahel au Pakistan et à l'Inde, jusqu'en Chine où les persécutions religieuses ne cessent pas. En Orient, les chrétiens ne semblent plus avoir d'autre choix que ceux de la conversion à l'islam, de l'exil, sans doute définitif, ou, dans bien des cas, de la mort. Leur légitimité historique sur ces terres bibliques est niée. Leur éradication physique est programmée, à l'image de la destruction génocidaire de la Chrétienté en Turquie, entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et 1915.

Qu'ils soient musulmans sunnites ou chiïtes, les radicaux de l'islam s'attaquent aux racines, à l'identité, au patrimoine des chrétiens d'Orient. Leur volonté suprématiste est totale. Elle s'ajoute à la discrimination endémique et ancienne des États arabo-musulmans qui marginalisent les chrétiens, citoyens de seconde zone discriminés par des textes et des règlements inspirés de la charia à des degrés divers, et généralement privés des droits civiques et administratifs accordés à leurs concitoyens musulmans.

# LA DÉPÊCHE

DU MIDI

Nord-Est

environnement

07 AVR. 2017

## Des résidus de pesticides dans les urines des Français

l'essentiel

30 « cobayes » ont confié leurs urines à l'ONG Génération futures afin d'y détecter du glyphosate, substance classée « cancérogène probable » mais toujours pas interdite par l'UE.

Des résidus de glyphosate, substance classée « cancérogène probable » par une agence de l'ONU, ont été retrouvés dans les urines d'un échantillon de 30 personnes. L'ONG Génération Futures, à l'origine de cette campagne, a fait analyser les urines de personnes des deux sexes, âgées de 8 à 60 ans, habitant en ville ou à la campagne, à l'alimentation bio ou non, végétarienne ou non. Parmi elles figurent des personnalités comme l'ex-ministre de l'Ecologie Delphine Batho, la chanteuse Emily Loizeau, l'animatrice de radio Charline Vanhoenacker, l'humoriste Alex Visorek. Le glyphosate entre dans la composition d'herbicides comme le Round Up de Monsanto, le plus vendu au monde.

« 100 % des échantillons analysés contenaient du glyphosate à une concentration supérieure à la valeur minimale de quantification du test », soit 0,075 ng/ml. « C'est une contamination significative », a estimé le porte-parole de l'association François Veillerette. Il n'existe pas de va-



Plus de 90 % des pesticides utilisés en France sont destinés à l'agriculture. / Photo DDM, illustration

leur corrélée à la toxicité ni de valeur normative ou légale », a-t-il précisé.

Dans la quasi-totalité des cas (29 sur 30), la concentration est supérieure à la concentration maximale admissible pour un pesticide dans l'eau distribuée (0,1 ng/ml). « Pour nous, on a suffisamment d'éléments pour tirer le signal d'alarme et dire stop, ce n'est pas normal de tolérer une présence comme ça dans l'environnement et aussi, in fine, dans les organismes de la population. » Car Génération Futures souhaite que « les autorités euro-

péennes prennent conscience de l'urgence à agir.

### Une bataille européenne

Le glyphosate a fait l'objet d'une longue bataille autour du renouvellement de sa licence dans l'Union européenne (UE) en 2016. Bruxelles a prolongé temporairement (18 mois) fin juin l'autorisation de la substance, en attendant la publication d'un nouvel avis scientifique au plus tard fin 2017, tout en restreignant ses conditions d'utilisation.

En mars, à la différence du Centre International de Recherche

sur le Cancer (CIRC), une branche de l'Organisation mondiale de la santé qui considère cette molécule comme probablement cancérogène pour l'homme par le, les experts de l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) ont estimé que le glyphosate ne devait pas être classé comme cancérogène.

Une « initiative citoyenne européenne » (Ice) visant à interdire le glyphosate a recueilli environ 630 000 signatures dans l'UE, dont 52 000 en France, indique par ailleurs Génération Futures, l'une des quelque 60 organisa-

### « DÉSTABILISANT »

La chanteuse Emily Loizeau, dont les résultats (2,07 ng/ml) sont dans la fourchette haute du test, a jugé « assez déstabilisant » de n'avoir « aucun élément » sur la suite à leur donner. « Rien ne peut me dire ce qu'il faut que je fasse, si cette fourchette haute est inquiétante. Je n'ai aucun élément puisqu'aucune étude n'est menée » par les pouvoirs publics, a-t-elle dit.

« Il est aberrant que ce ne soient pas les pouvoirs publics qui fassent ce genre de tests », a estimé Arnaud Apoteker, coordinateur du « tribunal Monsanto », une instance citoyenne informelle qui accuse le géant américain d'« écocide ».

tions mobilisées. Une initiative citoyenne doit recueillir en une année au moins un million de signatures au total dans sept pays de l'UE, avec un nombre minimum dans chaque pays.

La Commission doit réagir dans les trois mois. Elle peut décider de donner suite et déclencher une procédure législative, ou non. Dans tous les cas elle doit motiver sa décision. En attendant, Génération Futures doit publier une étude sur la présence de glyphosate dans les aliments, « principale source d'exposition ».